



enda tiers-monde
environnement et développement
du tiers-monde

**"Contribution des TIC à l'abandon de l'excision
en Afrique francophone, rôle citoyen des jeunes"**

B.P. 3370, Dakar, Sénégal - Tél. : 221 860 42 05 - synfev@enda.sn - <http://synfev.enda.sn> ; <http://www.famafrique.org>

Evaluation du Forum virtuel <MGF-TIC> : **"TIC&MGF, jeunes et citoyenneté en Afrique"** *(juin 2007 - février 2008)*

TIC-MGF : Accompagner la créativité citoyenne des jeunes

L'innovation constitue la pierre angulaire de l'abandon des MGF en Afrique. Elle passe par les jeunes qui voient dans l'utilisation des TIC un moyen d'exercer leur citoyenneté et de transgresser les frontières : générationnelle, sociale, institutionnelle, académique, ce qui dépasse largement la problématique MGF-TIC. Reste à ne pas faire tomber l'élan, faute d'accompagner ce puissant mouvement de politiques de renforcement des connaissances, de diffusion d'informations et de soutien politique concernant les enjeux plus stratégiques entourant les TIC, les MGF et la citoyenneté.

Rapport d'évaluation préparé pour ENDA par : **Marie Helene Mottin-Sylla**, coordonatrice du projet, ENDA ; **Mor Mbaye Ndiaye**, consultant, facilitateur du forum et **Joelle Palmieri**, Consultante en Genre, TIC et communication.

Projet "Contribution des TIC à l'abandon des MGF en Afrique de l'Ouest francophone : rôle des jeunes citoyens" mis en œuvre par ENDA Tiers Monde avec le soutien du Centre de Recherches sur le Développement International (Canada) Ref : 103735

Sommaire

Résumé	3
Contexte.....	4
Problématique du Forum.....	4
Objectif du Forum.....	5
Stratégie.....	5
Résultats.....	6
Audience et activité.....	6
Evolution des problématiques et stratégies MGF	7
Malicounda+ 10: qu'est-ce qui a changé ?	7
Expériences d'utilisation des TIC autour des MGF.....	8
Recherche institutionnelle versus recherche communautaire	10
TIC et participation citoyenne des jeunes	11
Applications de TIC pour les jeunes	11
Communication traditionnelle versus communication numérique.....	12
Créativité du terrain.....	12
Solidarité numérique : appui à l'innovation citoyenne.....	13
Participation citoyenne des jeunes à l'ère numérique.....	14
Participation citoyenne des jeunes à un projet de loi MGF	14
Autoévaluation interne	15
Analyse critique.....	15
Mise en oeuvre	15
Contenus élaborés.....	15
Réponses apportées aux questions de recherche	18
Degré d'appropriation de la lutte par les communautés	18
Utilisation des TIC par les acteurs communautaires.....	18
Usage citoyen des TIC par les jeunes en vue de l'intégration des législations africaines contre les MGF	19
Conclusion.....	20

Résumé

Le forum virtuel public <MGF-TIC> : "**TIC&MGF, jeunes et citoyenneté en Afrique**", l'une des composantes du projet "**Contribution des TIC a l'abandon des MGF en Afrique de l'Ouest francophone, rôle citoyen des jeunes**", mené par ENDA avec le soutien du CRDI, s'est déroulé de **juin 2007 à février 2008**. Il a rassemblé **250 personnes**, dont **58 % d'hommes et 42 % de femmes**, les trois quarts ayant entre **13 et 25 ans**, originaires principalement **d'Afrique francophone**, ainsi que d'autres pays francophones : élèves et étudiant-e-s, spécialistes de TIC et en interventions sur les MGF, chercheur-e-s, universitaires, juristes, parlementaires, sociologues, communicateur-trice-s traditionnel-les, représentant-e-s de la coopération au développement. Les principales institutions actives sur les questions de MGF et de TIC en Afrique francophone ont été représentées dans le forum.

Le forum avait pour objectif d'apporter une perspective mondiale et diversifiée à l'approfondissement de la problématique et à la formulation de recommandations par le projet TIC-MGF, et notamment de proposer **l'exploration publique à grande échelle** des problématiques soulevées par le projet TIC-MGF, d'instaurer **un débat interactif** entre les experts professionnels et institutionnels et les jeunes du monde francophone virtuel, notamment africain, et d'identifier des axes de **recommandations stratégiques** à verser au projet TIC-MGF.

Les débats ont été animés autour de onze thématiques introduites par des personnes-ressources. Ils ont permis d'aborder – du point de vue des jeunes – des questions qui ne l'avaient pas encore été suffisamment dans les activités précédentes du projet, notamment celles relatives à la **citoyenneté**, la **participation**, la **légitimité** des jeunes comme acteurs du développement. Par contre les TIC ont davantage été perçues comme un **outil** (en termes **d'accès et de capacités**) que comme une **stratégie** (en termes de **contenus et de contrôle**), et l'analyse en termes de **genre** n'a pas été suffisamment explorée.

Le forum virtuel a permis de mettre en relief les capacités **d'innovation** et d'engagement citoyen des jeunes, y compris en termes de **décloisonnement social**, et témoigne d'un **engagement fort** mais "**classique**" des sujets abordés. Du côté des **institutions**, l'ouverture du **dialogue est difficile, voire ignoré**. Les jeunes ont pris la pleine mesure de l'**impact** que peuvent jouer les TIC tant dans la lutte pour l'abandon des MGF que, à une plus large échelle, dans la **formulation d'aspirations citoyennes, totalement conjuguées avec une vision participative du changement social**, sans malheureusement que cela ne passe par une **analyse construite des différentes étapes à définir pour que les TIC deviennent des stratégies plutôt que des outils**.

Le forum a su **générer une véritable dynamique de débat** prouvant qu'il est pertinent de **miser sur les jeunes et leur appropriation des TIC pour une approche citoyenne de l'abandon des MGF**. Mais il a aussi souligné qu'il existe un **décalage conceptuel, fonctionnel et politique entre les jeunes et les institutions, nécessitant de consolider leur rapprochement**.

Contexte

Le forum <MGF-TIC> : "**TIC&MGF, jeunes et citoyenneté en Afrique**" est l'une des composantes du projet "**Contribution des TIC a l'abandon des MGF en Afrique de l'Ouest francophone, rôle citoyen des jeunes**"¹, mené par ENDA (Environnement et Développement du Tiers Monde, Dakar, Sénégal) avec le soutien du CRDI (Centre de Recherche sur le Développement International, Ottawa, Canada).

Il a constitué une activité de **recherche-action qualitative, participative, interdisciplinaire, collaborative et respectueuse des diversités** visant à produire des **recommandations de stratégies** permettant de promouvoir la capacité des jeunes des communautés excisantes d'Afrique francophone de l'Ouest à utiliser les TIC dans une démarche citoyenne, pour renforcer l'abandon des MGF. En particulier, la démarche du projet TIC-MGF vise à :

1. Identifier, du point de vue des jeunEs des communautés excisantes, **l'impact des politiques visant à l'éradication des MGF.**
2. Explorer dans quelle mesure une **utilisation stratégique des TIC permettrait de renforcer le rôle des jeunEs** dans le processus politique d'abandon de l'excision.
3. Recommander des **réponses de TIC qui conforteraient la participation** politique, nationale, régionale et locale, des jeunEs comme acteurEs de changement dans la lutte contre les MGF.

Problématique du Forum

La spécificité du Forum virtuel au sein des autres composantes de la recherche action qui composent le projet TIC-MGF tient à ce qu'il constitue une **activité publique de discussion**, ouverte à la **communauté francophone mondiale**. La seule condition de participation était de disposer d'une adresse électronique. Le débat était ouvert à tous, mais visait particulièrement les **jeunes des communautés excisantes**, les jeunes **africains**, les jeunes du **monde** entier, les **décideurs** publics, les représentants des **institutions, ONG, et partenaires** de la coopération au développement.

Sa raison d'être était de **discuter "à grande échelle"** des questions identifiées comme **essentielles au projet** au cours des actions de recherches précédemment menées : recherche documentaire, recherche de terrain, communautaire et institutionnelle, actions menées localement dans les trois communautés touchées par le projet (à Bobo-Dioulasso, au Burkina-Faso ; à Ségou au Mali ; à Tambacounda au Sénégal). Ces questions ont formé la trame du **plan d'animation** qui a guidé le déroulement du forum au cours des onze mois.

Ce faisant, il devait assurer **l'appropriation** - dans le monde francophone - de la **perspective innovante** que veut instaurer le projet, à savoir la **"régénération" des stratégies d'intervention sur les MGF** en prenant en compte de **nouveaux atouts (les TIC)** et de **nouveaux acteurs (les jeunes)** dans une **perspective nouvelle (la démarche citoyenne)**.

¹ Des informations détaillées peuvent être trouver à l'adresse : <http://www.famafrique.org/tic-mgf/accueil.html>

Objectif du Forum

Objectif principal : Apporter une **perspective mondiale et diversifiée** à l'approfondissement de la problématique et à la formulation de recommandations par le projet TIC-MGF.

Objectifs spécifiques :

- Proposer l'**exploration à grande échelle, publique et organisée**, des problématiques soulevées par le projet TIC-MGF par les principaux acteurs impliqués par ses problématiques
- Instaurer les **conditions d'un débat interactif** entre les experts professionnels et institutionnels des questions soulevées par le projet et les jeunes du monde francophone virtuel, notamment africain.
- Identifier des axes de **recommandations stratégiques** à verser au projet TIC-MGF.

Stratégie

Le forum a été **animé** par un **facilitateur** assisté d'une **modératrice**, et, en arrière plan, d'une équipe composée de la coordonnatrice du projet et de deux conseillères. L'équipe d'organisation a collectivement conçu les **plans de communication** (présentation et annonce de la liste) **et d'animation** (planification des débats) et l'ébauche des "règles de fonctionnement de la liste".

Le facilitateur a assuré la fluidité des échanges, la présentation des **personnes ressources** campant les thématiques des débats, la relance et le recentrage des discussions, la production des **synthèses thématiques**. La modératrice avait pour mission de faciliter la participation technique et matérielle des membres du forum, d'approuver les messages en fonction des règles de la liste, et de produire les données statistiques sur le déroulement du forum.

Le plan d'animation de la liste, les messages d'introduction des thématiques et les synthèses thématiques sont publiquement disponibles à :

<http://www.famafrique.org/tic-mgf/introsforum.html>.

Thématiques de discussion

- | | |
|---|--|
| <ol style="list-style-type: none">1. Evolution des problématiques et stratégies MGF2. Malicounda+10: qu'est-ce qui a changé ?3. Expériences d'utilisation des TIC autour des MGF4. Recherche institutionnelle versus recherche communautaire5. TIC et participation citoyenne des jeunes | <ol style="list-style-type: none">6. Applications de TIC pour les jeunes7. Communication traditionnelle versus communication numérique8. Créativité de terrain9. Solidarité numérique : appui à l'innovation citoyenne10. Participation citoyenne des jeunes à l'ère numérique11. Participation citoyenne des jeunes à un projet de loi MGF |
|---|--|

Résultats

Audience et activité

Le Forum virtuel a rassemblé **250 membres**, dont **58% d'hommes et 42 % de femmes**, résidant notamment au Sénégal, au Mali, au Burkina Faso, mais aussi en Belgique, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, en France, en Guinée, au Niger, en Suisse, au Togo, au Canada, à Djibouti. La majorité des membres avait de **13 à 25 ans**.

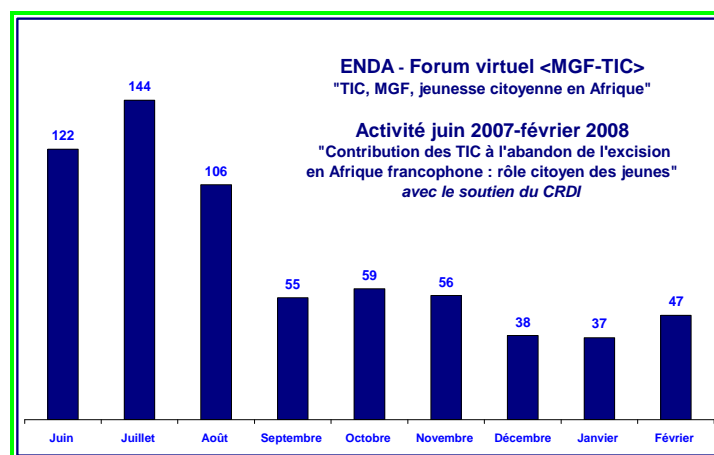
Les membres les plus actifs étaient étudiant-e-s, lycéen-ne-s, spécialistes TIC et MGF, chercheur-e-s, universitaires, juristes, parlementaires, sociologues, communicateur-trice-s traditionnel-les, représentant-e-s de la coopération au développement.

Parmi les institutions, les contributions de l'Organisation Internationale de la Francophonie, de l'UNICEF, de l'UNESCO, de Tostan, du Comité Interafricain contre les Pratiques Traditionnelles Néfastes, de AIDOS, de ENDA, du CRDI, du Groupe pour l'Enseignement et l'Etude de la Population, de la Fondation Rurale Afrique de l'Ouest, de Humanlogos, d'ACSIS, du CAEM, de 3AS-G, d'APROGED, de Womenlobby, de AWID, ont été remarquées.

Plus de quatre messages par jour ont été échangés durant le premier trimestre, puis l'activité s'est réduite : presque deux messages quotidiens durant le second trimestre et un peu plus d'un message par jour durant le troisième trimestre. Ce ralentissement régulier de l'activité peut être attribué aux raisons suivantes :

- La **durée exceptionnellement longue** du forum, qui a pu, après l'attrait de la nouveauté, lasser le public. Pourtant cette longue durée a permis de prendre le temps de diffuser des messages complexes, et de donner l'occasion de prendre part au débat même à ceux qui ont des difficultés de connexion.
- Le fait que **seuls les jeunes ont régulièrement et activement participé**. Les nombreux représentants d'institutions de coopération au développement n'ayant pas pris part au débat pour des raisons tenant peut-être à leur surcharge de travail, ou peut-être à leur désintérêt pour une discussion non immédiatement "productive" par rapport à leurs propres agendas.

Activité du forum virtuel



Evolution des problématiques et stratégies MGF

L'introduction du thème a porté sur :

- L'historique des actions menées pour promouvoir l'abandon de l'excision
- Les activités institutionnelles menées par le CI-AF
- Les instruments juridiques en vigueur
- Les problématiques développées jusqu'ici et les contraintes politiques qui y font obstacle
- L'éloge de la mobilisation multisectorielle

Les débats ont porté sur :

- Les réponses "de principe" : l'éloge du projet TIC-MGF, la condamnation des MGF, l'évocation de leurs risques (sanitaires, sociaux, culturels, en termes de violation de droits)
- L'unanimité sur le rôle d'avant-garde que les jeunes doivent jouer, et leur nécessaire implication dans les stratégies, et sur la pertinence qu'il y a à utiliser les TIC en termes d'information et de sensibilisation communautaire
- Des témoignages sur la réussite des stratégies, notamment communautaires, d'éducation et de sensibilisation aux conséquences et risques des MGF, aux droits humains.
- L'action institutionnelle et légale à vocation sensibilisatrice versus l'attachement communautaire encore prégnant vis-à-vis des MGF
- La liaison entre la promotion des TIC en milieu rural et l'abandon des MGF

Recommandations :

- La stratégie la plus efficace est celle qui n'exclut aucune autre stratégie
- Une stratégie ne doit pas être fondée sur la critique des MGF, mais sur le renforcement des capacités communautaires à comprendre ses méfaits et décider de son abandon
- Il s'agit d'informer, d'éduquer et de sensibiliser et non de contraindre.
- L'action en réseau de pairs, la communication par les pairs

Malicounda+10: qu'est-ce qui a changé ?

L'introduction du thème a porté sur :

- La genèse du processus qui a débouché sur la première déclaration publique d'abandon de l'excision en 1997 ; l'impact de cette décision sur la vie de la communauté et les problèmes socioculturels qui en ont découlé.
- La fierté devant le nombre des déclarations publiques qui s'en est suivi
- Le thème du dixième anniversaire de la déclaration d'abandon : "Unissons nous et Décidons Ensemble" pour, selon les femmes, "impulser un nouvel élan au mouvement des populations pour l'abandon de l'excision"

Les débats ont porté sur :

- L'éloge des femmes
- La réaffirmation que les MGF sont une pratique d'ordre culturel, social, religieux et économique qui voue à l'échec les stratégies non participatives, ou exogènes
- L'importance de considérer les personnes non comme des entités isolées mais comme parties d'une communauté structurée, ayant ses règles, ses normes et ses principes de fonctionnement.
- L'appréciation de l'approche participative holistique de Tostan qui donne à la communauté la possibilité d'exprimer son avis, d'émettre des suggestions et de prendre une part active aux décisions concernant la conception, la gestion, le suivi et l'évaluation des actions qui la concernent, ce qui autonomise les communautés en suscitant chez elles une prise de conscience, la compréhension et le sentiment de propriété qui aboutissent à des changements durables, centrés sur les comportements et les processus collectifs itératifs et sur l'impact de ceux-ci dans la vie quotidienne des communautés. Il s'agit d'une approche actancielle qui conçoit l'individu comme un acteur capable de réagir et de prendre ses propres décisions. Elle consiste à donner aux acteurs une autonomie et une marge de liberté dans leur action
- Ce qui a changé : la prise de conscience réelle par les populations des conséquences néfastes de la pratique de l'excision, des changements observables au niveau des attitudes et de l'estime de soi des populations, considérées non comme des sujets passifs mais plutôt comme des partenaires responsables à part entière, capables de qualifier leurs besoins et de se prendre en charge. L'appropriation du projet par les populations qui a donné des résultats probants observables tant aux niveaux social, sociologique et culturel, qu'aux niveaux sanitaire, économique et politique : éradication de la discrimination ethniques qui s'observent dans les choix matrimoniaux, la désignation des leaders, l'amélioration de la santé de la femme (visites pré et post – natales), les campagnes de vaccination et l'instauration de tables de santé.

Recommandations :

- Améliorer et reproduire le modèle Tostan, dans d'autres contrées et aussi pour la résolution d'autres types de problèmes de développement et d'émancipation communautaires.
- Associer l'abandon de l'excision à d'autres luttes telles celle contre l'analphabétisme, conséquence directe de la pauvreté : partir du droit pour déboucher sur l'abandon des pratiques anciennes en déphasage avec les réalités actuelles (MGF, mariages forcés...).
- Impliquer tous les acteurs (étatiques et communautaires) dans des actions de surveillance et de sanction, couplées avec des actions d'éducation.
- Ancrer le suivi des actions par la participation, pour susciter des attitudes d'estime de soi des populations en faisant d'elles de véritables partenaires.

Expériences d'utilisation des TIC autour des MGF

L'introduction du thème a porté sur :

- L'évolution de la vision de l'Occident sur la pratique des MGF
- Le pouvoir et l'énergie conférés par l'accès à l'information

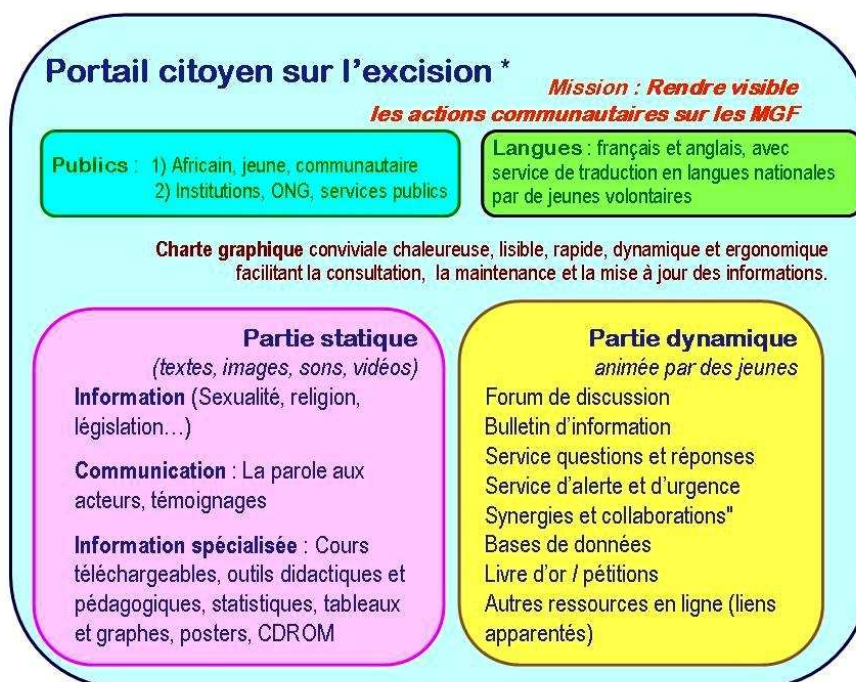
- L'utilisation des informations recueillies par les internautes,
- Les synergies et collaborations à construire entre les acteurs,
- La visibilité à donner aux actions communautaires
- Les types de compétences à développer pour faciliter les opportunités offertes par les TIC
- La contribution des jeunes à une utilisation citoyenne des TIC.

Les débats ont porté sur les contenus et fonctions d'un portail web citoyen sur l'excision répondant aux besoins citoyens des jeunes

Recommandations :

- Une partie information statique (textes, extraits sonores, images, extraits vidéos) d'ordre général, apportant un contenu instructif, africanisé, fournissant des informations générales, sexuelles, religieuses, juridiques, statistiques, des illustrations, tableaux et graphes ; donnant de la visibilité au travail qui se fait au niveau communautaire ; donnant la parole aux différentes catégories d'acteurs (femmes et filles excisées, jeunes impliqués dans la lutte, personnels de santé, hommes ayant épousé des femmes excisées, personnes ayant abandonné la pratique, etc.)
- Des fonctions dynamiques interactives en français et anglais et permettant d'intégrer les langues nationales : forum de discussion, lettre d'information avec service d'abonnement, questions et réponses, bases de données, service de téléchargement d'outils didactiques et pédagogiques (vidéo, images, sons : CD Roms, posters, témoignages), livre d'or, liens web traitant des MGF ou de sujets apparentés, service d'alerte pour signaler un risque de pratique en cachette. Les parties interactives du portail devront être animées par les jeunes,
- Une charte graphique conviviale et ergonomique afin d'en faciliter la consultation, la maintenance et la mise à jour

* Eléments de cahier des charges proposé par le Forum Virtuel "MGF-TIC"
<http://www.famafrique.org/tic-mgf/introforum.html>



Recherche institutionnelle versus recherche communautaire

L'introduction du thème a porté sur les principaux résultats de recherche de terrain menés dans les communautés concernées par le projet

- Les jeunes ont le sentiment d'être mis à l'écart dans le processus de prise de décision et se sentent juste utilisés à des fins de faire-valoir
- Les TIC sous leurs formes diverses (radio, télé, téléphone portable, Internet, ...) bien qu'ayant joué un rôle important dans la campagne pour l'abandon de l'excision, pourraient être mieux utilisées si leur accès était facilité à tous.
- La documentation existante sur les MGF est exclusivement d'ordre institutionnel, mettant en évidence plus les succès que les échecs étayés par des chiffres, etc.

Les débats ont porté sur :

- La définition de la notion de jeune : qui est jeune ? la définition romaine paraît plus adaptée que celle de l'âge : est jeune celui qui n'est plus adolescent mais pas encore adulte, celui qui n'est pas encore socialement et matériellement indépendant. Ainsi la jeunesse est vue plus comme un état d'esprit qu'une simple période à traverser.
- Le fossé entre les générations qui expliquerait la mise à l'écart des jeunes en matière de décision, qui tendent à révolutionner les choses, tandis que les adultes seraient conservateurs, et le manque de formation et de compétences chez les jeunes. La nécessité de renforcer, avec l'appui des ONG, les capacités de communication et de négociation des jeunes, grâce à l'information et la communication.
- Le rôle important joué par les diverses formes de TIC dans l'abandon de l'excision. Des groupes de pression et d'appui aux actions, des réseaux ont été formés dans tous les pays pour renforcer et accompagner les efforts des gouvernements pour l'abandon de la pratique. Tout en reconnaissant et en soulignant l'importance des TIC dans la lutte, les contributions n'en ont pas manqué de souligner leur caractère sélectif qui les rend non accessibles à tous et qui, du coup, réduit leur impact réel. Il faudrait "démocratiser" leur utilisation en se donnant les moyens de les vulgariser auprès des populations cibles.
- La documentation sur l'excision exclusivement produite par les institutions et ONG impliquées dans la lutte, n'intègre que leurs préoccupations. Elle fait l'apologie des stratégies qu'elles ont élaborées et mises en œuvre et met en évidence plus les succès que les échecs, étayés par des chiffres qu'elles ont produits.

Recommandations :

- Les jeunes quant à eux ont une forte demande d'informations religieuses et d'informations sexuelles qui n'est pas satisfaite. Il en est de même pour ce qui concerne la question de la citoyenneté à propos de laquelle la documentation reste quasiment muette.
- Pour mieux exploiter les nombreuses possibilités offertes par les TICs et qui pourraient être utilisées de manière plus efficace et plus efficiente dans la lutte,

les jeunes pensent qu'il faudrait « démocratiser » leur utilisation en se donnant les moyens de les vulgariser auprès des populations cibles.

- Intégrer les jeunes dans les processus de prise des actes par lesquels les décideurs opèrent les choix dont la mise en œuvre leur est souvent demandée, pour apporter une solution satisfaisante au problème des MGF

TIC et participation citoyenne des jeunes

L'introduction du thème a porté sur :

- La perception "nébuleuse" de la notion de citoyenneté souvent ramenée au simple exercice du vote, alors que le concept peut se définir comme tout ce qui est relatif à la gestion publique des affaires, y compris celles qui, souvent, sont comprises comme des questions "privées"
- L'articulation TIC-MGF et les obstacles qui s'y opposent.

Les débats ont porté sur :

- Le concept de citoyenneté : participation volontaire, spontanée et bénévole des jeunes (*"Ceux qui participent à ce forum sont entrain de jouer un rôle citoyen puisque à ma connaissance ils ne sont pas payés pour cela et ils sacrifient leur temps et leur argent pour servir les autres"*), définie non pas uniquement en termes juridiques mais aussi comme une participation à la vie communautaire : *"Les rôles à jouer par les citoyens n'ont aucun caractère obligatoire : ils sont libres de choisir de participer (citoyen actif) ou non (citoyen passif) à la vie publique"*
- La prise en compte nécessaire des TIC dans l'action contre les MGF, en termes d'éducation, d'information et de sensibilisation communautaire, de diffusion et de propagation de l'information, sous formats ludiques et musicaux, qui sont ceux préférés par les jeunes
- *"Les TIC peuvent aussi servir à tout un chacun, notamment au bon citoyen et aux autorités étatiques, pour montrer aux autres ce qu'est la nation et que la nation appartient à tout le monde"*
- Les TIC peuvent servir aussi pour augmenter la visibilité et la connaissance des lois et de la constitution.
- Les obstacles mentaux, matériel, et financier à l'usage citoyen des TIC et la non responsabilisation des jeunes (analphabétisme, fracture numérique, manque de moyens des jeunes)

Applications de TIC pour les jeunes

L'introduction du thème a porté sur :

- Les différentes formes de TIC et leurs possibles combinaisons
- Les exemples d'usages possibles des TIC dans l'action pour l'abandon de l'excision

Les débats ont porté sur :

- Les choix à faire : loin de se limiter à l'informatique ou à Internet, les TIC sont *"tout ce qui permet de renforcer ou contribuer à l'acquisition parfaite d'information à la faveur des personnes"*, y compris la radio, la télévision, l'ordinateur et ses

applications, la téléphonie (fixe comme portable) et ses usages possibles, Internet (portails web, blogs, messagerie, forum électronique) et toutes les formes de combinaisons possibles entre elles (Radio ou télé et SMS, par exemple)

- Les applications en émissions interactives radio et télévisuelles permanentes de sensibilisation, d'éducation et d'information, sponsorisées par des entreprises partenaires, combinées avec l'utilisation de téléphones portables notamment dans leurs applications SMS pour organiser, entre autres, des jeux et questionnaires sur l'excision, sanctionnés par l'octroi de prix comme des casquettes, des tee-shirt, des bics des foulards des porte-documents, des autocollants ... estampillés avec des messages de sensibilisation. Les contenus en seraient musicaux, religieux, sportifs, culturels, thématiques, publicitaires...
- Les applications Internet : forum virtuel, portail web (aspects historiques, risques, témoignages, acteurs, points de vues religieux, juridique et législatif, statistique, institutionnel, étatique, socio-économique, etc.), blogs personnels, slogans et logos de soutien, "pop up" et de "plug in", fonctions de quiz
- Applications en téléphonie fixe et mobile : messages en chaîne, numéros d'alerte, jeux primés, envois de SMS en groupe
- Autres applications : autres supports cassettes, les DVD, les MP3 et MP4
- Moyens requis : sensibiliser les décideurs pour accélérer la pénétration des TIC, mécanismes de financement et ressources matérielles en équipement et accessibilité.

Communication traditionnelle versus communication numérique

L'introduction du thème a porté sur :

- La symbiose, plutôt que le parallélisme, entre les deux types de communications
- Le rôle et la place du communicateur traditionnel dans la société africaine et la nécessité pour eux de se moderniser en s'appropriant les TIC pour mieux s'acquitter de leur tâche.

Les débats ont porté sur :

- La place prépondérante du communicateur traditionnel et de l'oralité dans la société africaine, pour tisser des liens entre les individus, et entre les générations. L'appropriation des TIC est déjà effective chez les jeunes communicateurs traditionnels qui sont passés à l'ère du numérique.
- La nécessité d'utiliser les énormes opportunités des TIC pour atteindre le maximum de cibles (communautés excisantes), et booster l'action : numérisation des dires du communicateur traditionnel en vue de les immortaliser, et qui peuvent servir même en son absence ; organisation de rencontres publiques ou d'émissions radio et télé interactives animées par les communicateurs traditionnels ; formation des communicateurs traditionnels à l'usage créatif des TIC

Créativité du terrain

L'introduction du thème a porté sur :

- Le recentrage du contexte historique de la pratique de l'excision et des croyances traditionnelles, coutumières et sociales qui la sous-tendent,

- La créativité dont les jeunes ont fait preuve en mettant en œuvre certaines actions innovantes grâce à des outils TIC (Radio, internet, SMS, etc.)
- Un questionnement sur la faisabilité de ces actions.

Les débats ont porté sur :

- La définition du concept de créativité : faculté de trouver des solutions innovantes aux problèmes qui surviennent dans l'accomplissement de toute œuvre humaine, proche de l'invention, impliquant nouveauté, sortie des sentiers battus, découverte d'un nouveau système de relations qui permet de réorganiser de façon imprévue et souvent subite des éléments, des faits, des théories qui semblaient auparavant disparates. *"Qui dit créativité dit imagination, esprit d'initiative, intuition, innovation, génie, etc. Le caractère commun à tous ces termes est leur subjectivité, leur fort lien avec l'irrationnel, la sensibilité. Ils sont stimulés par l'envie, qui anime tout jeune, de s'affirmer, de prouver aux autres ce dont on est capable mais aussi de prouver à soi-même qu'on est doué d'un savoir-faire."*
- Les solutions créatives expérimentées par les jeunes pour les aider à jouer leur rôle citoyen : réseau des jeunes pour l'abandon des MGF, communiquant par Internet et SMS ; échanges de messages par téléphones portables, donnant lieu à primes et constitution d'une base de données Excel (Nom et Prénoms, message, numéro de téléphone, tendance du message), création de sites web gratuits par les groupes de jeunes
- Les perspectives : Vulgarisation des usages citoyens des TIC par les jeunes, actions pilotes (radio interactive, jeux), jumelages et partenariats (urbains-ruraux, avec les décideurs et leaders locaux et nationaux), activités sportives, ludiques, théâtrales, formations...) portail web, SMS groupés, sponsorship...
- Les mécanismes de financement des actions : appui institutionnel, information, formation, encadrement, communication, formulation de projets *"Nous devons d'abord compter sur nous-mêmes et sur les moyens du bord". "On ne peut pas demander aux jeunes de se triturer les méninges et demeurer sourd à leurs propositions, et malheureusement, c'est ce qui arrive. Mais je leur conseille de ne pas baisser les bras parce que ce combat est le leur et non pas celui de gens qui ont oublié avoir été jeunes autrefois avec des rêves plein la besace et pas de moyens pour leur donner forme".*

Solidarité numérique : appui à l'innovation citoyenne

L'introduction du thème a porté sur :

- Les opportunités d'appui à l'action citoyenne des jeunes dans la lutte pour l'abandon de l'excision.
- La genèse de la création du FSN, ses mécanismes et principes de fonctionnement du fonds

Les débats ont porté sur :

- L'identification des cibles bénéficiaires du FSN et les modalités pour y accéder : les catégories, bénéficiaires, critères, accessibilité, garanties. *"J'ai beaucoup entendu parler du Fonds de Solidarité Numérique mais plus comme une invention*

à but "scoopistique" que comme des financements concrets disponibles pour je ne sais quelle catégorie de projets, de personnes ou de pays. Qu'en est-il réellement ? Qui peut prétendre à ces fonds et pour quels objectifs ?" "Les conditions sont telles que c'est mieux de rester dans son petit coin et de se débrouiller afin de trouver son minimum vital. Quelqu'un qui n'a rien, comment voulez-vous qu'il trouve une garantie pour avoir accès à un fonds ?"

- Les mécanismes à mettre en place pour et avec les jeunes pour rapprocher les jeunes, les bailleurs de fonds et les gouvernements *"Il faudra s'organiser pour partir les voir"*.

Participation citoyenne des jeunes à l'ère numérique

L'introduction du thème a porté sur :

- Les plateformes virtuelles d'information émanant d'initiatives citoyennes et offrant aux jeunes des cadres d'échanges interactifs utilisant des outils UNIWIKI (Uniteagainstaids.com, Connecting Classrooms, Nos témoignages, Jeunes reporters aux Philippines, Un jeune un ordinateur portable, Workspace J8, Objectifs de la Santé du Millénaire en Afrique, Suivi et évaluation en Ouganda, Speak Afrique, Younicesf.de)
- L'intérêt de UNICEF à développer un portail UNIWIKI sur les MGF

Les débats ont porté sur :

- Les possibles transpositions de ces initiatives dans le domaine des MGF : un MGFWIKI
- La réalité de la disponibilité des institutions à financer les idées de projets des jeunes.

Participation citoyenne des jeunes à un projet de loi MGF

L'introduction du thème a porté sur :

- L'historique du cadre juridique de la lutte pour l'abandon de l'excision : conventions, déclarations, résolutions et autres recommandations internationales
- L'intérêt de la communauté internationale pour des programmes internationaux de lutte
- La nécessité, voire l'obligation pour les gouvernements, non seulement de prendre une loi interafricaine qui supplanterait les lois nationales, mais de s'atteler à leur application effective.

Les débats ont porté sur :

- La nécessité d'une loi interafricaine coordonnée et coercitive et tournée vers l'affirmation préventive et la sanction, en tant que complément indispensable des actions d'éducation, d'information, de sensibilisation, de formation
- Les contraintes et limites sociales et politico-juridiques à l'application d'une telle loi : l'application de la loi, le risque de passage à la clandestinité, la protection de la territorialité

- Les alternatives à une loi supranationale orientée vers l'incarcération (les peines pécuniaires, l'interdiction de l'exercice de la profession médicale) plus faciles à appliquer, et plus faciles aussi à être comprises. Une directive plutôt qu'une loi serait plus appropriée en ce sens qu'elle ménage bien la souveraineté des Etats.
- Les stratégies de lobby et plaidoyer pour y parvenir, via les institutions ayant statut d'observateur auprès de l'Union Africaine

Autoévaluation interne

Le Forum s'est poursuivi et achevé selon le plan prévu. Le format d'un forum virtuel public ne permet pas (et n'a pas pour vocation) de produire des résultats aussi précis et ordonnés qu'un travail plus restreint impliquant des spécialistes. En termes de contenus, les participants ont loué le plan d'animation et la qualité de la facilitation. Les présentations des thématiques par les personnes-ressources ont été de niveau approprié, tant dans la pertinence de leur contenu que de leur format de communication. Le facilitateur a régulièrement soumis sur la liste les synthèses de chacune des thématiques discutées.

Analyse critique

Mise en oeuvre

Si tout le monde se félicite des résultats du forum virtuel, tout en reconnaissant les limites de l'exercice, aucun jeune (qui est le public cible du forum) n'a été associé à la modération du forum et à l'élaboration des termes de ses débats.

Contenus élaborés

Citoyenneté : La **définition du "jeune"** a été posée très tôt, ce qui a permis d'identifier les participant-es au forum.

De la même manière, la distinction entre **citoyen-ne actif-ve et passif-ve** a été évoquée ce qui a permis d'introduire la notion de liberté. A contrario, cette démarche renforce le constat que ce n'est pas cette notion de liberté qui est mise en avant pour définir la citoyenneté.

A plusieurs reprises, il est affirmé que **le-a "citoyen-ne" est une personne à part entière – et non un-e "simple" individu-e –, qui exerce son libre-arbitre, se prend en charge et assume ses choix**. Cette affirmation conforte l'idée d'une citoyenneté pleine et entière basée sur la **consultation/concertation** plutôt que sur la voie "hiérarchique" ou verticale.

A ce propos, le **refus des stratégies "exogènes"**, non participatives ou individualistes/non collectives, sont clairement exprimées, considérées comme contre-productives voire méprisantes (à l'égard des jeunes). De plus, les participant-es au forum insistent sur la nécessité des **approches participatives, comme ciment de tout changement à long terme et comme porteuses de dynamiques**

d'appropriation des problèmes sociaux/communautaires et de leur résolution à l'échelle collective.

Les participant-es (jeunes) reconnaissent par ailleurs leur **manque global d'informations en matière de citoyenneté et de sexualité/religion**, les deux restant étroitement liées.

Genre : Nulle part, et à aucun moment, les questions de genre ne sont abordées, alors qu'est précisée la composition désagrégée par sexe du forum (femmes/hommes). De la même manière, **il n'est pas mentionné de relation explicite entre femmes et jeunes**, alors qu'on peut lire, par exemple, qu'il est fait "*l'éloge des femmes*" sans qu'aucun lien ne soit fait avec l'exercice citoyen des jeunes, femmes ou hommes.

Il est également intéressant de noter une certaine **confusion entre l'exercice de la citoyenneté et le bénévolat, accompagnée de surcroît d'une notion de sacrifice**. Il y aurait alors une **discordance entre l'acte d'exercer sa citoyenneté (faire valoir ses droits et devoirs, dans un Etat de droits), et celui de "militer"**. De fait, il semblerait que **l'engagement soit associé à une forme d'abnégation, de "don de soi", et pas de droit légitime**.

MGF : La question citoyenne des MGF **dépasse largement les aspects sanitaires, d'éducation...** allant jusqu'aux aspects sociaux, culturels, religieux, de droits (restant toutefois qualifiés d'"humains" uniquement alors que cette notion pourrait s'étendre aux droits politique, économique, à la communication, à l'expression...)."

Les impacts de l'abandon des MGF sont élargis à d'autres champs (analphabétisme, mariage forcé...) à partir de la notion de droit. Cette vision marque une prise de conscience novatrice. D'ailleurs, **le besoin de sortir des logiques et points de vue institutionnels, qui mettraient seulement en avant une optique négative en proposant une démarche d'abandon, est clairement exprimé**.

A partir de là, la **nécessité d'actions de lobbying auprès des institutions** est pleinement manifestée, **afin que les politiques allant dans le sens de l'abandon changent d'approches**.

La légitimité d'une loi interafricaine, en complément de toutes les autres actions, a été largement discutée tout en affichant une mesure/conscience préventive des éventuels effets pervers de son application. Aussi des alternatives, notamment vis-à-vis des sanctions à mettre en œuvre, sont élaborées et mises à discussion.

Les politiques d'abandon des MGF occultent, tout du moins au niveau des participant-es au forum, le pourquoi de l'excision, ce qui "nie" tout débat sur leur pertinence, qui va bien au-delà de leur simple pratique, au moins au niveau social, sinon dans les rapports de genre (égalité hommes/femmes). Très concrètement les thèmes de violences faites aux femmes, des droits à disposer de son corps et à posséder son organe sexuel pour les femmes, n'ont pas été abordés dans le forum.

TIC : Dans tout le forum, l'information et de la communication sont **fermement reconnues comme moyen de rupture du conflit générationnel**. Même si une prégnance ("ce qui s'impose à l'esprit") des modes de communication traditionnels est constatée, les idées pour les contourner fusent, au point qu'il est affirmé que cette communication peut être aisément "détournée" via les TIC auprès et pour le plus grand nombre. A ce stade, on peut constater une **réelle conscientisation du rôle des jeunes auprès de leur environnement proche, d'où la reconnaissance de leur statut, en tant qu'utilisateur-trices des TIC, de médiateur-trices citoyens-nes**.

De même, la nécessité des décloisonnements générationnel, urbain/rural, population/ONG/institution, par un système de jumelages, est clairement perçue.

De fait, la **créativité des jeunes est pleinement définie, ainsi que leur force d'innovation en matière de TIC**.

Plus globalement, les **TIC sont reconnues comme moyen de s'affirmer au monde, de rendre visibles des réalités locales et nationales et donc de susciter la demande internationale, voire de la transformer**.

En contrepoint, la méconnaissance des mécanismes de financement se fait ressentir au point de "revendiquer" un soutien financier et logistique/matériel afin d'amplifier l'impact des TIC. Par ailleurs, les participant-es (jeunes) demandent une réelle reconnaissance de la part des institutions, qui semblent les négliger. Enfin, et en complément, une attention toute particulière est apportée aux besoins de politiques de formations à la formulation de projets, à l'encadrement, à la communication...

Les TIC sont "seulement" perçues comme outil. Un outil de sensibilisation, certes, via l'utilisation des mobiles ou ses modes de repackaging/reconditionnement, comme les *"casquettes, des tee-shirt, des bics des foulards, des porte-documents, des autocollants"*. Un outil de diffusion également, essentiellement via un site web. Par effet de ricochet, **les TIC sont très rapidement ou "naturellement" uniquement vues sous l'angle des supports (média)** : wiki, blogs, radio, télé, mobile... et cassettes, DVD, MP3...

En aucun cas, elles ne sont perçues comme une stratégie à part entière. Ce choix (conscient ou inconscient) a pour incidence directe de faire que **la question du choix des TIC dans une démarche citoyenne, se résume à celle de l'accès ou des capacités**. On relève les citations suivantes : *"les TIC pourraient être mieux utilisées si leur accès était facilité à tous"* ou encore *"Il faudrait "démocratiser" leur utilisation en se donnant les moyens de les vulgariser auprès des populations cibles"*, concernant l'accès, et : *"analphabétisme, fracture numérique, manque de moyens des jeunes"*, concernant les capacités.

Pourtant, le champ d'intervention et le vecteur de transformation que représentent les TIC est beaucoup plus vaste. D'ailleurs, il est noté *"La stratégie la plus efficace est celle qui n'exclut aucune autre stratégie"* et l'action en réseau est recommandée. **Mais aucun lien n'est vraiment fait entre ces convictions et l'apport/le pouvoir des TIC dans ces domaines (stratégie et réseau)**.

Concernant le projet de **site Web**, on constate une **confusion entre les notions de statique/dynamique et de froid/chaud**, termes utilisés dans le monde de l'information. Le "froid" caractérise toutes les données – "*conventions, déclarations, résolutions et autres recommandations internationales*", témoignages, analyses, chiffres-clés... – et le "chaud", tout ce qui a trait aux actualités, à l'interactivité, à la diffusion d'informations et à sa politique, aux jeux...

En informatique, le statique caractérise des éléments, en l'occurrence concernant le Web, des pages qui ne peuvent pas être modifiées sans intervention technique, alors que le dynamique ce réfère à un mode d'organisation d'informations qui se mettent à jour au coup par coup, sans connaissance technique particulière, le tout étant géré par une base de données.

Toujours concernant le **site**, on note l'**amalgame entre la question de la "charte graphique" et celle de l'ergonomie** (de navigation). Il serait plus opportun ici de parler d'identité visuelle, au service des auteur-es et contributeur-tices du site, et plus précisément de ce qui les "représente" visuellement de façon collective et de fonctionnalités ("pop-up", "plug-in", menus, forums,...).

Ces deux confusions révèlent une mauvaise connaissance des possibilités du seul outil Web (ne représentant qu'une partie des outils de TIC) et donc un besoin de conseil et de formation en conception Internet.

Réponses apportées aux questions de recherche

Degré d'appropriation de la lutte par les communautés

A la lecture de la **Synthèse du Forum virtuel <MGF-TIC>**, il semble que les communautés des lieux étudiés aient bien **pris la pleine mesure du débat sur l'abandon des MGF**.

Malicounda et les communautés qui lui ont emboîté le pas constituent des terrains d'étude des impacts de l'implication et de l'appropriation communautaire de l'action sur les MGF et le renforcement des capacités citoyennes..

Les jeunes font **preuve de créativité** en mettant en avant des idées innovantes en matière de lutte contre l'excision mais également en matière de **décloisonnement social**, entre urbain et rural, jeunes et adultes, citoyen-nes et institutions.

Le niveau des recommandations témoigne d'un **engagement fort** même s'il est modulé par une **maîtrise "classique" des sujets abordés**. **L'innovation se limite ici aux frontières de la connaissance**.

Côté institutions, il semble que le **dialogue soit difficile, voire ignoré**.

Utilisation des TIC par les acteurs communautaires

La question de l'élargissement du débat à toutes les communautés concernées par les MGF pour les amener à partager et à s'approprier ce qui se fait sous d'autres cieux pour abandonner les MGF s'est posée avec acuité.

Pour y répondre, l'implication des jeunes s'avère évidemment nécessaire. Ils sont très actifs dans les mouvements associatifs, une bonne partie a fait l'école et nombre d'entre eux des études avancées, ce qui les place en position de relais obligé et stratégique pour induire des transformations ou auto-transformations au sein de leurs communautés respectives.

De façon flagrante, ils ont autant pris la pleine mesure de **l'impact** que peuvent jouer les TIC tant dans l'abandon des MGF que, à une plus large échelle, dans la **formulation d'aspirations citoyennes, totalement conjuguées avec une vision participative du changement social**. Les idées ne manquent pas, y compris en termes de repackaging (reconditionnement) des discours/contenus issus d'une communication plus traditionnelle.

Cette conscientisation, incluant celle de la nécessaire communication, se transforme spontanément par la formulation immédiate de supports médias très variés, **sans que cela ne passe malheureusement par une analyse construite des différentes étapes à définir pour que les TIC deviennent des stratégies plutôt que des outils**.

De toute évidence, le "message" et son adaptation à des cibles et leurs environnements ne sont pas pensés ni identifiés comme importants. **Ce qui compte ici c'est le mode de transport de l'information, pas sa production**.

Dans le même esprit, **les obstacles identifiés quant à l'utilisation des TIC relèvent davantage de l'accès et des capacités que du contrôle et des contenus**.

De fait, **les TIC sont considérés comme des outils, certes plus performants car plus variés** que les précédents supports, dont il est reconnu qu'ils pèchent par leur manque de possibilité multimédia, d'interactivité, de consultation, de débat... Il n'y a **pas de doute qu'aujourd'hui les TIC sont en mesure de permettre un large partage des expériences et une interaction des différents acteurs** sur le terrain au delà des distances et des frontières pour un enrichissement mutuel et surtout une réplication à large spectre des expériences et stratégies concluantes. Mais la question demeure : la vulgarisation de l'utilisation des TIC dans ce domaine (comme dans d'autre) **sera-t-elle vecteur de promotion des capacités à s'exprimer et à participer au fait social** des personnes et des groupes, **ou de renforcement des pouvoirs établis et contrôlés hors** des communautés et des personnes ?

Usage citoyen des TIC par les jeunes en vue de l'intégration des législations africaines contre les MGF

Les participant-es au forum ont bien exprimé comment il-elles pouvaient utiliser les TIC pour faire **pression sur les institutions** pour qu'elles jouent leur rôle en matière législative. Il-elles se plaignent également des faibles moyens qui leur sont "accordés", tant en termes financiers ou matériels, qu'en termes d'écoute par des interlocuteurs – les institutions – qui, à les lire, les négligent, voire les méprisent. **Sans la nommer, les jeunes semblent encore courir après leur légitimité tout en revendiquant la pertinence de leurs idées**.

De ces affirmations, découle naturellement le **sentiment d'un manque de compétences tant en termes techniques qu'en termes stratégiques** : montage de projet, négociation, facilitation, argumentation...

Leur attitude attentiste face aux institutions et autres bailleurs de fonds leur a été opposée, comme pour dire qu'il leur revient, en tant que "demandeurs", l'initiative d'aller vers ces structures, de s'imprégner de leurs exigences et procédures afin de pouvoir accéder au sésame qui leur fait défaut pour la formalisation de leurs idées en projets et leur mise en œuvre. Ne serait-il pas opportun de renverser la perspective, et de proposer qu'il revient aux institutions de répondre aux demandes et besoins des jeunes ?

La question de la nécessité d'une loi interafricaine est acquise, mais révèle une lucidité face aux sanctions auxquelles les contrevenant-es à la loi pourraient faire face si elle s'orientait vers des incarcérations, ce qui entraînerait des effets pervers comme le passage à la clandestinité, la dispersion de la territorialité... alors que d'autres peines, orientées davantage vers le social, sont mises en avant.

Des solutions alternatives ont été suggérées qui constitueraient de bons compromis pour concilier l'exigence de sanctions tant au niveau national que sous-régional et le souci d'éviter de favoriser la clandestinité et enfin pour les Etats, de garder leur souveraineté. Il s'agit des mesures rarement adoptés mais originales, telles-que les peines pécuniaires (amendes etc.) ainsi que les peines comme l'interdiction à la profession médicale etc., peines autres que la prison, plus faciles à appliquer, et plus faciles aussi à être comprises par les éventuels auteurs d'un crime comme les MGF/E, qui pourrait être permettre aux jeunes de renouveler la vision de la stratégie juridique dans une proposition de loi venant des jeunes.

Au niveau de la forme il a été suggéré l'utilisation de la directive qui permet de relativiser le risque d'inefficacité dans la tentative d'une pénalisation des MGF à l'échelle régionale ou continentale puisque celle-ci lie les Etats quant au résultat recherché et laisse la forme et les moyens pour y parvenir à leur libre appréciation.

Conclusion

Ce forum virtuel se caractérise fortement par une **participation active et de bon niveau**. A ce titre, les contenus élaborés pendant la période de débat devraient apporter des éléments nouveaux relativement aux rapports de recherche et à la revue par les paires.

En effet, plusieurs partis pris forts sont à relever/retenir :

- pour une vision à long terme et la pérennisation du projet, **la consultation ne peut être que consultative et non unidirectionnelle, au risque de devenir contre-productive** ;
- la **créativité et l'innovation, en tant que telles, font partie de la démarche, et les TIC n'en sont que le support**, support plus facilement "appropriable" par les jeunes, public-cible du projet ;
- **la citoyenneté se définit à partir d'une appréhension par le droit** ;
- dans la démarche d'abandon des MGF et dans la relation avec les institutions, **seul le collectif peut jouer**.

Les protagonistes, ENDA, le CRDI et l'équipe de recherche, peuvent ainsi se féliciter d'avoir **généralisé une véritable dynamique de débat** car les contributeur-trices (jeunes) du forum semblent avoir été **au-delà des objectifs initiaux du projet**. Cette situation présente à la fois un avantage et un inconvénient :

- **l'avantage** : un pari a été gagné, celui de **miser sur les jeunes et leur appropriation des TIC pour une approche citoyenne de l'abandon des MGF** ;
- **l'inconvénient** : il existe désormais un **décalage conceptuel, fonctionnel et politique entre la cible et les protagonistes du projet** ; un rapprochement reste à consolider.

De toute évidence, la confrontation des idées développées respectivement au cours du forum virtuel et dans le cadre de la recherche ne peut qu'influer sur les recommandations finales du projet, notamment en ce qui concerne :

- **l'exercice de la citoyenneté**,
- le rôle du **débat, et donc de l'échange bilatéral** avec le public-cible, porteur de plus-value conceptuelle au même titre que le travail de recherche,
- les **conception et mise en place d'outils TIC**,
- le renforcement des **capacités des jeunes à un niveau plus stratégique** que technique.

Reste que des questions devraient aujourd'hui être davantage creusées :

- la **perspective de genre**,
- l'utilisation **stratégique des TIC**,
- l'approche des **institutions** par une connaissance plus large des enjeux de la problématique posée par le projet, qui rejoint ceux de la société de l'information, des politiques de lutte contre l'inégalité de genre, des engagements pris dans la sphère économique, le tout à une échelle globale.

Ces dernières questions pourraient notamment être fouillées par dans les prochaines activités du projet de recherche, qui pourrait s'orienter vers la mise en œuvre des idées développées et confrontées, organisées selon un plan d'action opérationnel.

Cette étape demanderait préalablement des actions de formation an matière d'organisation de projet, de capacité de négociation, de plaidoyer, d'utilisation stratégique des TIC, le tout dans une perspective de genre.